



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 31 mars 2023

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

PMI : les indices PMI officiels du mois de mars restent en zone d'expansion, avec une baisse légère pour le secteur manufacturier et une forte hausse pour le secteur non manufacturier

Politique budgétaire : poursuite du soutien fiscal aux entreprises

Banque et finance [\(ici\)](#)

Internationalisation du RMB : accord entre la Chine et le Brésil pour le règlement de leurs échanges bilatéraux en yuans et réals

Marché boursier : après un parcours de turbulence, la plupart des indices ont fini en hausse

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Attractivité : les autorités chinoises poursuivent leur offensive de charme auprès des entreprises étrangères

Relations Chine-US : les autorités américaines sanctionnent une série d'entités chinoises

ALE : tenue du 8^e cycle de négociations entre la Chine et Israël pour la conclusion d'un accord bilatéral de libre-échange

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Economie numérique : Alibaba annonce sa restructuration en six unités distinctes

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Marché carbone : publication du plan d'allocation de quotas pour la deuxième période de conformité du marché national du carbone chinois

Energie fossile : Saudi Aramco raffermit sa présence en Chine avec deux accords incluant de l'approvisionnement en pétrole

Energie fossile : La NEA a publié un Plan d'action sur l'intégration du pétrole et du gaz avec les nouvelles énergies (2023-2025)

Aviation civile : la CAAC lance quatre groupes de travail thématiques sur la neutralité carbone de l'aviation civile

Industrie aéronautique : Airbus livre le premier A321neo assemblé en Chine

Sécurité aérienne : poursuite de l'enquête sur le crash du vol MU5735 de China Eastern

Actualités régionales ([ici](#))

Shanghai : projets de développement pour le district de Minhang

Hong Kong et Macao ([ici](#))

Hong Kong

Commerce extérieur : baisse de 8,8 % des exportations hongkongaise en février (g.a.)

Fonds souverain : réunion du fonds souverain China Investment Corp (CIC) à Hong Kong au second semestre

Finance : baisse des cours à Hong Kong en raison de doutes quant à la reprise en Chine continentale

Macao

Entreprise : Shun Tak Holdings a enregistré une perte de 71 M USD en 2022, mais reste optimiste quant à la reprise du marché régional du voyage

Taiwan ([ici](#))

Relation bilatérale : visite à Taipei d'une délégation parlementaire tchèque

Economie : l'investissement contribue positivement à la croissance en 2022 et dépasse les 6 000 Mds TWD

Semi-conducteurs : Mediatek souligne dans un livre blanc la nécessité pour Taiwan de formuler une stratégie de type « Chips Act »

Mongolie ([ici](#))

Exportations : hausse des exportations de l'ordre de 8.2 %

Investissement : programme d'investissement de la BASD à hauteur de 448 MUSD

Chine continentale

Conjoncture

PMI : les indices PMI officiels du mois de mars restent en zone d'expansion, avec une baisse légère pour le secteur manufacturier et une forte hausse pour le secteur non manufacturier.

Selon la publication du Bureau National des Statistiques, l'[indice des directeurs d'achats](#) (PMI) officiel pour le secteur manufacturier s'élève à 51,9 en mars (contre 52,6 en février), restant en zone d'expansion pour le troisième mois consécutif.

S'agissant des sous-indices, celui de la production et celui des nouvelles commandes s'élèvent à 54,6 et 53,6 respectivement, en baisse par rapport au mois précédent (56,7 et 54,1), mais restent en zone d'expansion. Néanmoins, le sous-indice de l'emploi retombe en zone de contraction à 49,7 (contre 51,2 en février), indiquant que les conditions du marché du travail sont moins satisfaisantes. Par ailleurs, tous les indices des entreprises, peu importe la taille, dépassent les 50 points, comme en février.

L'[indice PMI non manufacturier officiel](#) remonte à 58,2 en mars (contre 56,3 en février), il s'agit du niveau le plus élevé de l'indice enregistré depuis 2011. Dans le détail, l'indice de la construction remonte à 65,6, soit 5,4 plus élevé que le mois précédent, et celui des services s'établit à 56,9, soit 1,3 de plus qu'en février. S'agissant des sous-indices, l'indice des ventes et celui de l'emploi retombent en zone de contraction, des baisses provoquées respectivement par une baisse des ventes dans le secteur des services et une contraction de l'emploi dans le secteur de la construction.

Les indices de Caixin-Markit seront publiés au début de la semaine prochaine.

N.B. Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., inclut moins de grandes entreprises et d'entreprises publiques (SOE) que le PMI officiel publié par le NBS. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

Politique budgétaire : poursuite du soutien fiscal aux entreprises

Le 27 mars, le Ministère des Finances et le Bureau National des Impôts ont [co-publié](#) une annonce dans l'objectif de « prolonger et optimiser » les politiques fiscales et tarifaires mises en œuvre l'année dernière. L'annonce s'inscrit dans le contexte du « Rapport du travail du gouvernement central » de cette année et de la réunion exécutive du Conseil d'Etat tenue le 24 mars.

Un nombre des mesures seront mises en œuvre afin de soutenir surtout la recherche technologique et les PME. Pour les frais de R&D, 100 % du montant réel des dépenses sera déduit avant impôt si les recherches ne résultent pas en un actif incorporel (ex : brevet, etc.) ; ce montant d'amortissement sera de 200 % en cas d'obtention d'un actif incorporel. Pour les très petites entreprises dont le revenu imposable par an ne dépasse pas un million RMB,

le revenu imposable sera déduit de 25 % et le taux applicable sera de 20 % ; pour les commerçants individuels dont le revenu imposable par an ne dépasse pas un million RMB, le montant de l'impôt sera divisé par deux. Les mesures seront en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2024. Par ailleurs, dans le domaine logistique, les terrains urbains qui sont utilisés en vue de stockage de marchandises seront exonérés de 50 % des impôts applicables, jusqu'à la fin de l'année 2027. Pour les personnes handicapées, des politiques préférentielles sur leurs assurances d'emploi seront poursuivies.

Selon les experts, maintenir les politiques « précises et puissantes » des impôts jouera un rôle clé dans la reprise économique. La poursuite de ces politiques reflète aussi l'ajustement intercyclique du fonctionnement économique actuel, qui vise à « réaliser des progrès constants de l'économie ».

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Internationalisation du RMB : accord entre la Chine et le Brésil pour le règlement de leurs échanges bilatéraux en yuans et réais

Mercredi, le gouvernement brésilien a annoncé un accord avec la Chine pour le règlement des échanges commerciaux entre les deux pays dans leurs monnaies respectives (réais et yuans), sans recourir au dollar. L'annonce a été faite en marge d'un forum économique Brésil-Chine qui s'est tenu à Pékin cette semaine.

Dans un [communiqué](#), la Brazilian Trade and Investment Promotion Agency (Apex Brasil) a également annoncé une série d'accords, parmi lesquels l'adhésion de la banque BOCOM BBM (filiale de la banque chinoise Bank of Communications) au *Cross-Border Interbank Payment System* (CIPS, équivalent chinois au système Swift). La banque devient ainsi le premier participant direct à CIPS en Amérique latine. Par ailleurs, la filiale brésilienne d'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) agit désormais comme opérateur du mécanisme de compensation en RMB au Brésil. Pour mémoire, au début du mois de février dernier les banques centrales des deux pays avaient signé un protocole de coopération pour développer un mécanisme de compensation en yuan ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 6 février](#)). Les objectifs annoncés de ces mesures sont de « réduire les coûts de transaction », de « promouvoir le commerce bilatéral » et de « faciliter les investissements en RMB ».

Cette annonce s'inscrit dans la volonté chinoise de développer l'usage du yuan à l'international, et de recourir à des alternatives au dollar dans le règlement de ses échanges bilatéraux. Si les initiatives annoncées cette semaine avec le Brésil devraient favoriser une hausse de l'usage du RMB au Brésil, la portée d'un tel accord pour remplacer totalement l'utilisation du dollar dans les échanges bilatéraux peut toutefois être nuancée. Ainsi, un [accord](#) similaire a été signé entre la Chine et la Russie en juin 2019. En 2021 toutefois, la part du yuan dans le règlement des échanges entre les deux pays n'était que de 19 %, contre toujours 49 % pour le dollar, d'après les [déclarations](#) d'un responsable de la Banque centrale russe en septembre 2022.

Marché boursier : après un parcours de turbulence, la plupart des indices ont fini en hausse.

Cette semaine, le marché boursier chinois a connu des performances contrastées, mais progresse sur la semaine. La publication des indices PMI ce vendredi a été reçue favorablement par les investisseurs, et tous les indices ont terminé la semaine en hausse. Sur le mois de mars cependant, hormis le STAR Market, tous les indices sont en contraction.

Pour la troisième semaine consécutive, les indices actions chinois enregistrent des entrées nettes de capitaux via la *stock connect*, d'un montant de 10,46 Mds RMB (après 10,95 Mds RMB la semaine dernière).

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50
Entre le 27 et le 31 mars	0,6%	0,2%	0,8%	1,2%	1,9%	-0,9%
Depuis le 1er mars	-0,5%	-0,2%	-0,5%	-1,2%	9,2%	-5,3%
Depuis le 1er janvier	4,6%	5,9%	6,4%	2,2%	12,7%	1,8%

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Attractivité : les autorités chinoises poursuivent leur offensive de charme auprès des entreprises étrangères

La semaine dernière, le ministre du Commerce Wang Wentao a rencontré une douzaine de chefs d'entreprises étrangères. Wang Wentao a entre autres [échangé](#) avec le CEO d'Apple Tim Cook en marge du China Development Forum (CDF) à Pékin, et le CEO de l'entreprise d'appareils de production de semi-conducteurs [ASML](#) (Peter Wennink) lors d'un déplacement aux Pays-Bas. Au cours de ces échanges, le ministre a notamment mis l'accent sur la stabilité des chaînes de valeur et a promu la Chine comme destination pour les investissements. Le Premier ministre Li Qiang a porté des [messages similaires](#) au forum 2023 de Bo'ao¹ cette semaine, promettant une ouverture accrue du marché chinois ainsi qu'un meilleur environnement des affaires pour les entreprises privées et étrangères.

Cette séquence de communication intervient alors qu'un nombre croissant d'entreprises envisage de délocaliser leur chaîne d'approvisionnement en dehors de Chine ; le nombre d'entreprises envisagent cette possibilité ou ayant déjà entamé un tel processus a augmenté de 10 points de pourcentage (à 24 %) par rapport à l'année dernière selon le [dernier sondage](#) de la Chambre de Commerce américaine en Chine.

Relations Chine-US : les autorités américaines sanctionnent une série d'entités chinoises

Le 28 mars, le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du Département du Commerce a [ajouté](#) cinq sociétés chinoise² à l'*Entity List* au motif que celles-ci auraient commis des violations des droits de l'Homme dans la région du Xinjiang, en particulier vis-à-vis des minorités ouïghoures et kazakhes. Les entreprises américaines sont dans l'interdiction de fournir les entités figurant sur cette liste sans l'obtention préalable d'une licence d'exportation auprès du département du Commerce.

La porte-parole du ministère des Affaires étrangères a [condamné](#) ces sanctions.

Le 24 mars, le BIS a également [ajouté](#) 32 entreprises, dont 14 entreprises chinoises³, à l'*Unverified List (UVL)*.

L'UVL rassemble les noms et les adresses d'entités étrangères parties à des transactions (exportation, réexportation ou transfert) impliquant des biens soumis à l'*Export Administration Regulations (EAR)*, et dont la *bona fides* (la bonne foi et la fiabilité des déclarations sur l'utilisation et l'utilisateur final) ne peut pas être vérifié par le BIS, pour des raisons en dehors du contrôle de l'administration américaine. L'exportation de biens ou de technologies américaines soumises à l'EAR à des entités figurant sur l'UVL se voit en conséquence interdite, et toute autre transaction de biens ou technologies américaines ne nécessitant pas l'obtention d'une licence

¹ Le forum de Bo'ao pour l'Asie (BFA) est une organisation internationale lancée conjointement par 29 États. La conférence annuelle du BFA se déroule à Bo'ao, Hainan. L'objectif initial du BFA était de promouvoir l'intégration économique à travers le continent asiatique. Sa mission est désormais de mettre en commun les « énergies positives » pour le développement de l'Asie et du monde.

² Luopu Haishi Dingxin Electronic Technology Co., Ltd; Moyu Haishi Electronic Technology Co., Ltd; Pishan Haishi Yong'an Electronic Technology Co., Ltd; Urumqi Haishi Xin'an Electronic Technology Co., Ltd., et Yutian Haishi Meituan Electronic Technology Co., Ltd. Les premières quatre entités sont des filiales de Hikvision – fabricant des caméras de surveillance. Hikvision avait déjà été intégré dans l'Entity List en 2019 pour la même cause.

³ Airpart Consolidated Trading; ECON International (HK) Co., Ltd; Guangzhou Trusme Electronics Technology Co., Ltd; HK P&W Industry Co. Ltd (HKPW); Jet-Prop International Forwarding (HK) Ltd.; Kesina Services; Lightstar Technology Ltd.; Shandong Yuehaitongxin Keji Ltd.; Shengwei Technology Co. Ltd.; Small Leopard Electronics Co., Ltd.; Solar Way (Hong Kong) Ltd.; Sunway Technology Electronics Ltd.; et USETA Tech (HK) Ltd.

conformément à l'EAR doit faire l'objet d'une notification (*UVL statement*). Par ailleurs, toutes les transactions en cours avec ces entités concernant des biens nécessitant l'obtention d'une licence dans le cadre du EAR sont suspendues.

Suite à cette annonce, le Secrétaire adjoint au Commerce [a déclaré](#) que « l'application du contrôle des exportations est un élément essentiel pour la protection de la sécurité nationale américaine ».

Le porte-parole de l'Ambassade de Chine à Washington [a réagi](#) à cette annonce en déclarant que « la Chine s'oppose fermement au recours abusif aux mesures de contrôle export par les Etats-Unis » afin de « nuire aux entreprises étrangères », ajoutant que « la Chine prendra les mesures nécessaires pour sauvegarder les droits et les intérêts légitimes des entreprises chinoises ».

ALE : tenue du 8^e cycle de négociations entre la Chine et Israël pour la conclusion d'un accord bilatéral de libre-échange

Selon [un communiqué officiel](#) du ministère chinois du Commerce, le 8^e cycle de négociations pour la conclusion d'un accord de libre-échange (ALE) entre la Chine et Israël se sont tenues du 20 au 23 mars

Selon le communiqué, les deux parties ont mené des consultations approfondies sur le commerce des biens, les règles d'origine, les procédures douanières et la facilitation des échanges, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les recours commerciaux, le commerce électronique, l'environnement, les droits de propriété intellectuelle, la concurrence, les marchés publics, le règlement des différends ainsi que les dispositions juridiques et institutionnelles.

En 2022, la Chine a importé près de 9 Mds USD de marchandises en provenance d'Israël, et y a exporté des biens pour une valeur de 16,5 Mds USD (chiffres des douanes chinoises).

Actuellement, la Chine dispose d'ALE avec 14 pays⁴.

Retour au sommaire ([ici](#))

⁴ Île Maurice, Géorgie, Corée du Sud, Islande, Pérou, Singapour, Pakistan, Cambodge, Maldives, Australie, Suisse, Costa Rica, Nouvelle Zélande et Chili.

Industrie et numérique

Economie numérique : Alibaba annonce sa restructuration en six unités distinctes

Alibaba [a annoncé](#) ce 28 mars une profonde restructuration de son organisation, désormais divisée en six groupes indépendants. Ces derniers – cloud, e-commerce (Taobao et Tmall), services locaux, logistique (Cainiao), e-commerce international (Shein et Temu), médias et divertissement – seront en mesure de définir leur stratégie ainsi que de s’introduire en bourse. Au terme de cette réorganisation, Alibaba sera une *holding* gérant ces six entités suivant un modèle « 1+6+N », de manière similaire à la holding Alphabet maison-mère de Google.

L’actuel CEO Daniel Zhang Yong a motivé cette transformation comme nécessaire pour donner « plus d’agilité » aux entités d’Alibaba désormais concentrées sur leurs secteurs d’activité spécifiques. Celles-ci pourront être plus libres d’offrir leurs services à des entités externes mais cela pourrait également se traduire par une accélération des licenciements dans certains départements. Alibaba souhaite ne pas manquer la reprise économique attendue après une année 2022 difficile. Par ailleurs, certains secteurs de l’économie numérique demeurent très compétitifs en Chine. Alors que le e-commerce représente près de 70 % des revenus d’Alibaba au T3 2022 (24,7 Mds USD), ses plates-formes Taobao et Tmall sont de plus en plus concurrencées tant par la croissance des ventes réalisées [par des influenceurs diffusant en livestreaming](#) que par la guerre des prix initiées par d’autres plateformes telles que Pinduoduo et JD.Express. La nouvelle a cependant été bien accueillie par les investisseurs : le cours de clôture des actions d’Alibaba était en hausse de [12,23 %](#) le 29 mars à Hong Kong.

A noter également que cette réorganisation a été divulguée un jour après le retour en Chine du fondateur d’Alibaba Jack Ma. Ce dernier ne s’était pas rendu en Chine depuis plus d’un an. Ce retour a été [interprété](#) comme un signal positif du gouvernement envers le secteur privé en général, et aux géants du numérique en particulier. En effet, le contexte est à l’amélioration des relations entre le gouvernement chinois et les géants du numérique essentiels à la reprise de la consommation intérieure. [Le 28 mars](#), le régulateur chinois du cyberspace (CAC) a notamment lancé sa campagne annuelle « QingLang » de nettoyage des contenus en ligne. Cette édition est spécifiquement dédiée à améliorer le climat des affaires pour les entreprises numériques, en ciblant particulièrement les actes de diffamation commis à l’encontre des entreprises et entrepreneurs du numérique.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Marché carbone : publication du plan d'allocation de quotas pour la deuxième période de conformité du marché national du carbone chinois

Le ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE) a finalement publié le très attendu [plan](#) d'allocation de quotas pour la deuxième période de conformité du marché national du carbone qui couvre les émissions des années 2021 et 2022. Un calendrier précis est ainsi établi pour la deuxième période de conformité dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2023 : 1) les bureaux locaux du MEE sont tenus de soumettre leur plan de pré-attribution provincial au Registre national des crédits carbone (*China Carbon Emissions Registration and Clearing*) et au MEE avant le 30 avril ; 2) après une période de vérification, le plan final d'allocation doit être défini et soumis avant le 15 juillet. Le Registre ajustera par la suite le nombre final de quotas alloués aux entités couvertes ; 3) ensuite, les bureaux provinciaux du MEE doivent s'assurer que 95 % des entreprises couvertes dans leurs provinces respectives remplissent les obligations avant le 15 novembre. Les 5 % restants doivent restituer leurs quotas avant le 31 décembre.

Bien que la méthode d'allocation de quotas soit en grande partie identique à la version préliminaire mise en consultation publique fin 2022 (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 21 novembre 2022](#)), sont introduits des ajustements qui consistent notamment à assouplir les règles de la mise en conformité. Le plan indique une réduction d'environ 6,3 % des valeurs des coefficients d'émissions de référence pour les centrales, contre 6,5 % annoncé dans la version préliminaire, ce qui était déjà plus conservateur que les 8 % prévus par le premier projet de plan en mars dernier.

A part ce recul du resserrement des valeurs de référence, d'autres règles de flexibilité sont également mises à disposition. Pour la première période de conformité, les centrales au charbon assujetties au marché carbone n'étaient tenues de soumettre des quotas que pour 20 % des émissions dépassant leurs quotas initiaux. De plus, les installations de la production d'électricité au gaz n'avaient aucune obligation de mise en conformité. Le MEE a non seulement maintenu ces deux règles pour la deuxième échéance, mais également introduit deux nouvelles mesures d'assouplissement [pour](#) « atténuer les répercussions de la crise sanitaire et répondre aux exigences de l'approvisionnement en énergie » : 1) les entreprises ayant un déficit de quotas de 10 % ou plus peuvent emprunter sous demande des quotas de leur allocation préapprouvée pour l'année 2023, jusqu'à concurrence de 50 % du déficit ; 2) si des entités ne sont toujours pas en mesure de respecter leurs obligations de conformité après avoir recours aux emprunts des quotas futurs, le MEE mènera une étude sur un éventuel programme d'allègement adapté pour celles ayant la vocation de la « préservation des moyens de subsistance de la population ». Selon l'[analyse](#) de *S&P Global*, ces assouplissements marquent la volonté des autorités chinoises d'atténuer l'impact des coûts élevés des carburants et perturbations du secteur de l'énergie au niveau mondial dans le contexte de la crise ukrainienne. L'article indique également que ceci signale une rétractation temporaire de l'imposition des coûts du carbone aux compagnies d'énergie.

Par ailleurs, le plan confirme que les entreprises peuvent toujours utiliser des certificats chinois de crédits carbone (*China Certified Emission Reduction, CCER*) pour remplir jusqu'à 5 % de leurs obligations de conformité. Le MEE vient de publier un [avis](#) visant à collecter des propositions sur la méthodologie encadrant les projets de réductions volontaires des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, seront publiées séparément les règles relatives aux types de projets éligibles pour les CCER ainsi que les règles de mise en réserve des quotas de la première période de conformité.

Energie fossile : Saudi Aramco raffermit sa présence en Chine avec deux accords incluant de l'approvisionnement en pétrole

Saudi Aramco, la plus grande entreprise de production de pétrole du monde, a [finalisé deux accords](#) pour fournir 690 000 barils/jour de pétrole brut. Le premier accord est une *joint-venture* (*Huajin Aramco Petrochemical Company* (HAPCO)) avec *Panjin Xicheng Industrial Group* pour la construction d'une usine de raffinage de pétrole et un projet pétrochimique dans le Liaoning (date de mise en opération prévue en 2026, 300 000 barils/jour, 12 Mds USD d'investissements au total). Aramco détiendra 30%, Panjin Xicheng 19% et Norinco Group (un fabricant d'équipements militaires chinois) sera l'actionnaire majoritaire. Aramco fournit déjà 800 000 barils/jour à la plus grande raffinerie de Chine, le projet dans le Liaoning sera son deuxième investissement majeur en Chine.

Le deuxième accord est l'acquisition de 10 % des parts de *Rongsheng Petrochemical Co Ltd* dans le Zhejiang (pour 3,6 Mds USD, 480 000 barils/jour pendant 20 ans). *Rongsheng*, qui est un groupe pétrochimique privé, détient 51 % des parts de *Zhejiang Petroleum and Chemical Co.*, groupe qui possède le plus grand complexe de raffinage et de produits chimiques de Chine (capacité de traitement de 800 000 barils/ jour).

Par ailleurs, *Saudi Aramco* a signé un protocole d'accord avec la province du Guangdong pour des pistes de coopération dans les secteurs de l'énergie, la finance, la R&D. Un accord avait été signé l'année dernière avec *Shandong Energy* pour un potentiel approvisionnement en pétrole et des ventes de produits chimiques.

Aramco étend donc sa présence déjà forte en Chine, l'Arabie Saoudite étant le plus gros fournisseur de pétrole de la Chine (17% de parts de marché en 2022, à peine plus que la Russie). En décembre, Xi Jinping s'était rendu en Arabie Saoudite, et y avait conclu un accord de partenariat stratégique global, incluant un important volet énergie. Notamment, des rumeurs non confirmées évoquaient la possibilité de paiement des importations gazières et pétrolières en devise chinoise, et non plus en dollars, signe de la concurrence accrue avec les Etats-Unis et du rapprochement Pékin-Riyad ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 12 décembre 2022](#)). Au cours de son intervention au *China Development Forum*, M. Nasser a renouvelé son appel à investir dans les énergies fossiles. Ces accords de *Saudi Aramco* sont signés dans la foulée de la réconciliation entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, dans laquelle Pékin a pris une part active, et marquent la concurrence entre l'Arabie Saoudite et la Russie comme fournisseurs de pétrole de la Chine. La Russie a ainsi dépassé l'Arabie Saoudite comme fournisseur principal sur les deux premiers mois de 2023.

Energie fossile : La NEA a publié un Plan d'action sur l'intégration du pétrole et du gaz avec les nouvelles énergies (2023-2025)

Le « [Plan d'action visant à accélérer l'intégration de l'exploration et de l'exploitation du pétrole et du gaz avec les nouvelles sources d'énergie \(2023-2025\)](#) » a été publié le 27 février 2023 par l'administration nationale de l'Energie (NEA). Ce court document de 6 pages vise à **promouvoir la complémentarité entre le gaz et le pétrole (comme soutien aux EnR) et les énergies renouvelables et hydrogène (pour décarboner la production de gaz et pétrole)** dans le nouveau système énergétique que souhaite construire la Chine. Le plan reste vague, et n'évoque quasiment aucun chiffre. En détails :

- « *promouvoir la sécurité de l'approvisionnement en pétrole et en gaz et le développement vert* », tout en « *accélérant la transformation verte et à faible émission de carbone* » « *coordonner la relation entre l'augmentation de la production de pétrole et de gaz et le développement des nouvelles énergies* » => la Chine ne sacrifie pas sa sécurité énergétique au profit de ses objectifs climatiques, qui pourtant nécessitent l'élimination des énergies fossiles, et non leur promotion. **La sécurité énergétique passe par**

le développement parallèle de ces énergies fossiles et des énergies non fossiles, qui ne peuvent pas encore assurer un approvisionnement fiable et continu d'énergie selon les autorités. Le gaz peut être considéré comme une énergie de transition au charbon, étant moins polluant, mais étant néanmoins plus cher et moins abondant en Chine.

- « *transformer et améliorer la structure de production et d'approvisionnement en énergie et augmenter l'approvisionnement en pétrole et gaz* » => la Chine veut **diversifier ses approvisionnements et augmenter sa production domestique** (étant encore dépendante à 70 % des importations de pétrole et à 40 % des importations de gaz naturel).
- « *Promouvoir le développement et l'utilisation efficaces des nouvelles énergies grâce au pétrole et au gaz, répondre à la demande de nouvelle électricité à partir des gisements de pétrole et de gaz afin d'augmenter le taux d'électrification* » => Ce plan revendique le fait que **le gaz et le pétrole permettent le développement des énergies vertes, en leur venant en soutien**. Plus problématique, il promeut les fossiles pour répondre à l'augmentation de la demande en électricité, alors que le pic d'émissions carbone requiert que l'augmentation de la demande soit couverte par les énergies décarbonées (en 2022, les énergies renouvelables ont couvert plus de la moitié de la hausse de la consommation électrique (2,6 % sur 4 %)).
- « *construire des champs pétroliers et gaziers à "faible émission de carbone" et à "zéro émission de carbone dans les zones riches en EnR" » => Le plan vise aussi le « **verdissement** » **des méthodes d'extraction**, grâce à l'approvisionnement électrique et en chauffage à partir de renouvelables et d'hydrogène, y compris les infrastructures distribuées (solaire, éolien, et éolien offshore pour les plateformes offshore).*
- Le plan promeut également le **développement des capacités de stockage énergétiques et de transmissions électriques**, indispensables pour permettre un système électrique basé sur les énergies renouvelables. Il incite aussi à la consommation d'énergie verte et au développement de projets EnR (solaire, éolien, géothermie) et hydrogène dans les sites d'exploitation de pétrole et gaz.

Aviation civile : la CAAC lance quatre groupes de travail thématiques sur la neutralité carbone de l'aviation civile

La première réunion plénière du groupe de travail de la CAAC visant à préparer la transition de la Chine vers l'aviation verte s'est déroulée le 29 mars 2022, sous la présidence de Han Jun, Directeur adjoint de la CAAC et en présence de Song Zhiyong, Directeur de la CAAC.

Song Zhiyong s'est exprimé quant à la nécessité de traduire les objectifs formulés lors du XXème Congrès national du Parti en résultats concrets, en passant notamment par le « renforcement de la planification industrielle » et le « renforcement des mécanismes institutionnels ».

La CAAC [a annoncé](#) la création de 4 groupes de travail thématiques selon les axes identifiés comme prioritaires : les carburants d'aviation durables (SAF), le marché carbone de l'aéronautique, l'efficacité des opérations et la stratégie internationale.

Industrie aéronautique : Airbus livre le premier A321neo assemblé en Chine

Airbus a livré le premier A321neo assemblé dans son usine de Tianjin (FALA – Final Assembly Line Asia). La FALA d'A320 de Tianjin, inaugurée en 2008, a été adaptée en 2022 pour permettre la production du modèle A321neo. Airbus dispose de quatre lignes d'assemblage finales dans le monde. La conversion des sites de Tianjin (2022) et de Toulouse (en cours) doit permettre de « répondre aux objectifs de montée en cadence d'Airbus et au succès grandissant du modèle A321 sur le marché ».

L'avion motorisé par Pratt & Whitney et aménagé en configuration biclasse de 207 places (8 en business et 199 en économie) a été livré à la compagnie Juneyao Air basée à l'aéroport de Shanghai-Hongqiao. La compagnie dispose déjà d'une flotte de 87 appareils dont 76 sont des avions de la famille A320neo.

Airbus [a indiqué](#) dans un communiqué que le vol de livraison utilisera un mélange contenant 10% de carburant d'aviation durable « afin de soutenir la stratégie de l'aviation verte en Chine ».

Sécurité aérienne : poursuite de l'enquête sur le crash du vol MU5735 de China Eastern

L'administration chinoise de l'aviation civile (CAAC) [a déclaré](#) le 20 mars que l'enquête sur les causes ayant provoqué l'accident du vol MU5735 de China Eastern Airlines est toujours en cours. Le Boeing 737-800 transportant 132 passagers et 9 personnels navigants, s'était écrasé dans une région montagneuse de la région autonome de Guangxi Zhuang le 21 mars 2022 (voir [Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - Semaine du 21 mars 2022](#)).

Dans son premier rapport d'enquête, la CAAC a déclaré que des experts avaient déjà inspecté plus de 100 pièces de l'épave, mais que « l'accident étant très complexe et extrêmement rare, l'enquête se poursuit de manière approfondie ». La CAAC n'a partagé aucune information sur le calendrier de la suite de l'enquête. Boeing s'est refusé à tout commentaire et China Eastern n'a pas répondu immédiatement à une demande de commentaire.

[D'après la CAAC](#), « après le crash, l'avion s'est presque totalement désintégré et l'épave était dispersée, augmentant considérablement la difficulté de recherche et d'investigation sur site, ainsi que le prélèvement des preuves. [...] L'équipe d'enquête technique poursuivra ses travaux d'analyse des causes, d'expérimentation et de vérification, et publiera les informations pertinentes en temps voulu, en fonction de l'avancement de l'enquête ».

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : projets de développement pour le district de Minhang

Le district de [Minhang](#), cherche activement à développer les plateformes de commerce électronique pour favoriser le commerce extérieur. Le district espère attirer 300 entreprises de commerce numérique transfrontalier pour un investissement de 300 M CNY, et permettant la création de 5 000 à 8 000 emplois.

Minhang va également collaborer avec le groupe Lingang pour le développement d'un parc industriel national, *Lingang Pujiang International Science and Technology City*. Le parc industriel, d'une superficie prévue de 10,7 km², combinera les fonctions d'une zone de développement économique et technologique, de développement industriel de haute technologie et de plateforme d'échange.

Minhang, bénéficie des stratégies de développement nationales et municipales telles que le développement intégré du delta du Yangtze, le Hongqiao International Open Hub, le Southern Science Innovation Center de Shanghai et la nouvelle zone de libre-échange de Lingang. Le district compte actuellement 3 200 entreprises de haute technologie et 121 sièges régionaux de multinationales et de centres de R&D étrangers. Le nombre de sociétés cotées en bourse s'élève à 48, ce qui le place au deuxième rang de la ville.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Commerce extérieur: baisse de 8,8 % des exportations hongkongaise en février (g.a.)

Les exportations de Hong Kong se sont contractées de 8,8 % au mois de février (g.a). Le *Census and Statistics Department*, institut hongkongais de statistique, recommande cependant de joindre à ce chiffre les résultats du mois de janvier (-36,7 %), pour neutraliser la distorsion causée par la différence de calendrier des vacances du Nouvel an chinois.

De ce fait, si l'on considère les mois de janvier et février 2023 dans leur ensemble, les exportations de Hong Kong se sont contractées de 25,4 % par rapport à la même période en 2022. Parallèlement, la valeur des importations de biens a diminué de 18,9 %. Un déficit commercial de 71 Mds de HKD, équivalant à 11 % de la valeur des importations, a ainsi été enregistré au cours des deux premiers mois de l'année.

Fonds souverain : réunion du fonds souverain China Investment Corp (CIC) à Hong Kong au second semestre

Le China Investment Corp (CIC) a annoncé que la prochaine réunion de son conseil consultatif aura lieu à Hong Kong au second semestre. Cette réunion sera pour la première fois organisée en dehors de la Chine continentale depuis la création du conseil consultatif en juillet 2009. D'après plusieurs membres du CIC, ce choix est une « décision majeure qui témoigne du fort soutien de Pékin à l'économie hongkongaise » et pourrait présager de nouveaux projets économiques pour Hong Kong.

Ce fonds souverain, qui détient 1,35 trillion USD, a été créé en septembre 2007 pour investir dans des actifs publics et privés afin de faire fructifier les avoirs de la Chine. Il réalise des investissements à l'étranger par l'intermédiaire de trois unités : CIC International, CIC Capital Corp et Central Huijin Investment.

Finance : baisse des cours à Hong Kong en raison de doutes quant à la reprise en Chine continentale

Les actions cotées à Hong Kong ont chuté sur fond d'inquiétudes quant à la robustesse de la reprise économique en Chine, après la parution de décevants résultats de grandes entreprises chinoises (baisse du PMI manufacturier). En début de semaine, l'indice Hang Seng a ainsi chuté de 1,8 % à 19 567,69. Xiaomi, Meituan ou HSBC ont tous essuyé des pertes au cours de la semaine. La hausse du titre Alibaba après le retour de son CEO, Jack Ma, en Chine continentale s'est également vue effacée.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Entreprise : Shun Tak Holdings a enregistré une perte de 71 M USD en 2022, mais reste optimiste quant à la reprise du marché régional du voyage

Shun Tak Holdings, conglomérat de Hong Kong et Macao dirigé par Pansy Ho, opérant dans les secteurs du transport, de l'immobilier et de l'hôtellerie, a enregistré une perte de 71 M USD en 2022, contre un bénéfice net de 123 M USD en 2021. Les revenus du groupe ont chuté de 27,7 % en g.a pour atteindre 440 M USD. Malgré le développement de Nova Grand à Macao et de Park Nova à Singapour, la division immobilière a enregistré une baisse de 40 % de son bénéfice à 140 M USD en raison des perturbations causées par la pandémie du Covid-19. Le contexte sanitaire a également entraîné des pertes pour les divisions de transport et d'hôtellerie, respectivement de 30,7 M USD et de 19,8 M USD en 2022.

Le groupe reste cependant optimiste quant à la reprise du marché régional du voyage. Son nouvel hôtel Artyzen Habitat de 230 chambres à Hengqin ouvrira ses portes au troisième trimestre 2023. De plus, le groupe prévoit de se diversifier dans de nouveaux secteurs d'activité tels que les services de bus transfrontalier.

Taiwan

Relation bilatérale : visite à Taipei d'une délégation parlementaire tchèque

Une [délégation dirigée par la présidente de la Chambre des députés tchèque, Markéta Pekarová Adamová, s'est rendue à Taipei du 25 au 29 mars](#). Elle a été reçue par la Présidente TSAI Ing-wen et le Premier ministre CHEN Chien-jen, ainsi que par les ministres du MOEA, du NDC et du NSTC. La délégation de 160 personnes a notamment participé à la 18^{ème} réunion sur la coopération économique bilatérale, en présence de Jaroslav HANAK, président de la Confédération de l'industrie de la République tchèque, et de la ministre de l'Economie, WANG Mei-hua. Les discussions de la réunion ont porté notamment sur la coopération dans les domaines des véhicules électriques, de l'innovation, de l'énergie et du secteur aéronautique et spatial. Un Hub tchèque (Czech Hub in Taiwan) a également été inauguré, servant de plateforme pour favoriser les échanges entre entreprises, institutions académiques, start-ups, instituts culturels et ONG.

Economie : l'investissement contribue positivement à la croissance en 2022 et dépasse les 6 000 Mds TWD

Selon une étude menée par le MOEA, [l'investissement s'élève à 6 270 Mds TWD \(environ 191 Mds EUR\) en 2022, enregistrant une hausse de 6,2 %](#), soit le résultat le plus performant parmi les tigres asiatiques, tels que la Corée du Sud (+2,2 %), Singapour (-0,1 %) et Hong Kong (-5,3 %). L'investissement apporte une contribution de 1,63 point à l'économie de l'île, dont 84 % provient du secteur privé, notamment de l'industrie manufacturière. Par ailleurs, les machines et équipements restent la première destination de l'investissement, avec un montant de 2 352 Mds TWD (72 Mds EUR) en 2022, soit 37,5 % du total, suivis par la construction (36,1 %), la propriété intellectuelle (21,9 %) et le transport (4,5 %). Dans un contexte aujourd'hui de réticence des entreprises à investir, le MOEA anticipe que l'investissement devrait diminuer d'environ -0,2 % en 2023, et contribuer négativement à la croissance.

Semi-conducteurs : Mediatek souligne dans un livre blanc la nécessité pour Taiwan de formuler une stratégie de type « Chips Act »

Le Chairman de MediaTek Rick Tsai, s'est exprimé lors de la sortie [d'un livre blanc](#) dédié au secteur du design et de la conception. Il a appelé les autorités à mettre [en place un programme de financement](#) de type « Chips Act » pour soutenir une filière très impactée par la concurrence chinoise et la pénurie de talents. Six propositions émergent de ce document : (1) mise en place d'une stratégie nationale en faveur du secteur (2) adoption d'un budget à la hauteur des enjeux (3) renforcement de la formation des talents dans le secteur de la conception et le recrutement de profils étrangers (4) révision de la politique en matière d'implantation à Taiwan de centres R&D (5) maîtrise et développement des technologies clefs en matière de design (6) assistance à la consolidation de la filière et à son internationalisation. Le secteur de la conception de semi-conducteurs taiwanais détient une part de marché mondiale de 18%. Il a enregistré en 2022 une valeur de la production de 40 Mds USD (soit 29% de la valeur du secteur des semiconducteurs taiwanais) et emploie 52 000 personnes. La Ministre de l'économie WANG Mei-hua [a répondu favorablement](#) à cet appel et indiqué devant le Yuan législatif qu'une réunion interministérielle et des concertations avec la filière seraient engagées dès le mois prochain.

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

Exportations : hausse des exportations de l'ordre de 8.2 %

Les échanges commerciaux de la Mongolie avec 118 pays ont généré un chiffre d'affaires total du commerce de l'ordre 3,4 Md USD au cours des deux premiers mois de 2023, avec 2,2 Md USD d'exportations et 1,2 Md USD d'importations. Les exportations ont augmenté de 90,1 % par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que les importations ont augmenté de 15,5 %. Les exportations de charbon ont été les principales responsables de cette croissance. Les échanges commerciaux avec la Chine ont représenté 2,5 % du chiffre d'affaires total, les exportations de concentrés de cuivre et de charbon bitumineux ayant représenté la majorité de ces exportations. Les importations en provenance de Chine, de Russie, du Japon, de Corée du Sud, des États-Unis et d'Allemagne ont représenté 82,4 % des importations totales. Les exportations de produits minéraux, de pierres naturelles ou de culture et de métaux précieux ont représenté 93,4 % des exportations totales, tandis que les importations étaient principalement des produits minéraux, des machines, du matériel et des appareils électriques, des métaux communs et leurs articles, des véhicules de transport et des produits alimentaires.

Investissement : programme d'investissement de la BASD à hauteur de 448 MUSD

La Banque asiatique de développement a approuvé un programme d'investissement de 448 MUSD pour soutenir le développement vert et inclusif des aimags et des soums de Mongolie. Le programme vise à transformer les centres de provinces et de soums en centres d'activités agricoles intelligentes sur le plan climatique, soutenant une gestion durable, résistante au changement climatique et absorbant le carbone des pâturages. Les objectifs incluent la réduction de la migration vers la ville d'Ulaanbaatar et la restauration des ressources naturelles. Le projet sera financé conjointement par le gouvernement de Mongolie, le secteur privé, la Banque européenne d'investissement, l'Union européenne et le Fonds vert pour le climat. Le projet sera mis en œuvre en trois étapes et devrait être achevé en 2033.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet

Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Hao Pan, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Antoine Moisson, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Emanuel Malz, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Pascal Millard, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Camille Fourmeau, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

laureen.calcat@dgtresor.gouv.fr